
CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

**RAPPORT « PLAN RÉGIONAL DE SOUTIEN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL » (DM N°1
POUR L'EXERCICE 2009)**

Intervention de Marc Brynhole

Monsieur le Président, cher-e collègue,

Dans le département du Loiret, des noms qui résonnent, dans la tête de nombreux de nos citoyens, Deutsh, Komori-Chambon, Gémalto, Hutchinson, ThyssenKrupp,...

Ils ont en commun, ces noms d'entreprises, qu'à la fois, elles ont licencié ou tout simplement fermé, et qu'à la fois depuis de nombreuses années elles ont été soit exonérées de charges sociales, soit ont reçu des aides publiques. Au fond le cercle vicieux de l'argent pour l'argent a montré ses limites et les désastres sur les territoires et les hommes et les femmes qui y travaillent.

Nous sommes depuis trop d'années maintenant dans ce cercle vicieux de l'argent pour l'argent. C'est la spéculation contre emploi, les salaires et les formations qualifiantes. 1 € d'investissement dans une entreprise c'est 1 € 60 de charges financières. Ce cercle vicieux, c'est celui de l'écrasement de l'emploi au nom des charges financières. La clé sera celle d'une autre utilisation de l'argent, la clé sera dans celle d'un crédit sélectif pour l'emploi indissociablement lié à des droits nouveaux des salariés pour agir dans les gestions.

La deuxième chose, c'est qu'aujourd'hui il y a besoin de nouvelles mesures énergiques (dont les collectivités territoriales ne pourront pas sortir seules de cette situation), mais tout est à prendre lorsque les mesures sont fortes et vont dans le bon sens.

Cette crise, je l'ai dit, est un cercle vicieux de l'argent pour l'argent, de l'écrasement des salaires, des services publics et des besoins aux populations.

Il faut donc ouvrir un cercle vertueux : celui qui donnera priorité à l'emploi, la formation, les salaires, les investissements utiles à nos populations et à nos territoires.

C'est le sens d'ailleurs des rassemblements populaires qui se déroulent depuis quelques temps du 29 janvier au 19 mars, et c'est le sens d'ailleurs qui a été montré par nos amis des DOM TOM récemment.

Et nous pouvons nous donner les moyens d'ouvrir ce cercle vertueux. pour le développement A ce titre, des mesures nationales pourraient être aussi conjuguées au plan régional. Je voudrais en citer très brièvement six.

- Tout d'abord, pas d'argent public sans pouvoir de gestion. Si l'on doit venir au secours d'un établissement financier, ou d'entreprises, nous devons pouvoir intervenir dans les stratégie et gestion de ces entreprises, et quand je dis nous, ce sont les salariés, c'est l'Etat, ce sont les

collectivités territoriales. Maîtrise donc des stratégies et des gestions. Et dans ce sens nous devons mettre en chantier la construction d'un grand pôle public du crédit. J'y reviendrai.

- Deuxième mesure, nous devons impérativement agir pour couper le robinet de la spéculation. Les profits spéculatifs alimentent l'incendie financier qui enflamment la planète entière : ils doivent être stoppés. Aujourd'hui, les sénateurs communistes mettent aux voix la fin du bouclier fiscal pour les plus riches. Je crois aussi qu'il faut refuser de livrer nos retraites aux fonds de pension. Bref, tout faire pour remettre ce système sur ses pieds, à savoir celui du développement humain.

- Troisièmement, orienter l'argent vers l'économie réelle. Trop de profits nourrissent la spéculation au profit de quelques uns contre l'intérêt de tous. Il faut les réorienter vers les salaires, les retraites, la pensions, la protection sociale, le logement, les services publics, l'éducation. Nous avons, en tant que collectivités territoriales, les unes et les autres, un rôle majeur, incitatif à jouer dans ce domaine. Il faut notamment, pour le pôle public financier, que la Caisse des Dépôts et Consignations, que les banques avec lesquelles nous travaillons, puissent s'associer à la création du pôle public dont je parlais plus haut et dont la priorité doit être d'ouvrir le crédit ciblé et contrôlé pour l'emploi.

- Quatrièmement, il faut impérativement assurer la transparence du système bancaire. L'argent géré par les banques est celui des salariés. Il doit être géré de façon limpide, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Je vais vous donner un seul exemple. Alors qu'on dit pis que pendre de ce qu'on appelle ici et là « les charges sociales », elles sont aujourd'hui de 142 milliards. Les « charges financières » qui profitent au système bancaire et à la finance sont de l'ordre de 314 milliards. Mais nous n'y touchons jamais dans ce système. Et bien, il faut cette transparence et cette action : monnaie et crédit qui sont des biens communs, ils doivent être maîtrisés. Nous devons avoir au niveau de nos régions des droits d'interventions sur la création de ce pôle public bancaire et l'utilisation de l'argent..

- Et puis cinquièmement, nous ne pouvons laisser l'Europe, la Banque Centrale Européenne au service exclusif des marchés financiers. Il faut la mettre aux services des développements des industries et des services. Il faut remettre en cause son indépendance. Et je le dis ici, si nous créons des fonds publics régionaux coordonnés au plan national et européen, avec une maîtrise des salariés et des élus que nous sommes, nous pourrions alors avoir un rôle de levier extrêmement important sur la réorientation de l'argent pour le bien commun, le bien public et pour l'emploi.